



Communiqué de presse du 3 janvier 2018

Actualités sociales hebdomadaires les journalistes en grève pour recouvrer les moyens de travailler

Le nombre de salariés de la rédaction a diminué de moitié en quelques mois (de 23 à 12, dont une journaliste sur le départ) et les demandes de remplacement des départs restent sans réponse, sinon sans réponses satisfaisantes. Après une première menace de grève, en septembre, puis l'adoption à l'unanimité d'une motion de défiance le 12 décembre, les journalistes (10 sur 11) des ASH, ont décidé ce mardi 2 janvier de se mettre en grève illimitée face au silence de la direction.

Ils demandent que des embauches aient lieu pour que les effectifs de la rédaction soient maintenus au minimum à :

- 5 postes à temps plein au service juridique
- 4 postes à temps plein au service "terrain"
- 1,5 poste au service web
- 2 postes au service magazine

Ils demandent, en complément, de pouvoir faire appel sans obstacle à de nouveaux journalistes pigistes qui seront salariés de la société ASH publications.

Ils demandent que les moyens matériels et techniques nécessaires au bon fonctionnement du magazine leur soient assurés.

Ils demandent à avoir un interlocuteur des ressources humaines permanent dans les locaux de la tour Montparnasse, en remplacement du récent départ de la salariée chargée de cette fonction.

Ils demandent enfin à être reçus au plus vite par la direction générale afin d'obtenir les réponses à leurs revendications. François Grandidier a annoncé sa venue le 4 janvier.

Contact : salaries.magazine.ash@gmail.com

Marie Guillet, RSS SNJ : 06.84.75.49.33.

Patricia Loison, RSS SNJ-CGT : 06.05.04.24.69.

En savoir plus

Les ASH sont un magazine de référence pour le secteur social et médico-social. Il a été cédé **en juillet 2016 avec une dizaine d'autres titres de presse spécialisée pour 1 euro par le groupe Wolters Kluwer France (WKF)**. Celui-ci a versé 9,5 millions d'euros au nouveau propriétaire, François Grandidier, pour financer les potentiels départs de personnels et surtout investir dans le développement des titres.

Le manque de moyens matériels et humains organisé depuis plusieurs mois par la société Info6tm (maison-mère des sociétés d'édition issues de WKF) s'apparente à un plan social déguisé, les départs n'étant pas remplacés. Cette situation met en péril la production des ASH dont l'activité est pourtant bénéficiaire.

A plusieurs reprises au cours des derniers mois, la rédaction a alerté son employeur du manque de plus en plus inquiétant de moyens humains. Un premier mouvement de grève avait été annoncé en septembre, puis finalement ajourné car, pour la première fois, la direction avait accepté de répondre par écrit à une série de questions sur l'avenir du journal. Cependant, depuis, rien n'a évolué en la faveur de la rédaction, bien au contraire.

Le 12 décembre, la rédaction publiait **une motion de défiance à l'égard de sa direction**, pour dénoncer la politique visant à laisser pourrir la situation. Car, dans ce contexte, de nouveaux départs de journalistes étaient annoncés...

Quelques jours plus tard, les quatre chefs de services (ou faisant office de, sans le statut...) rencontraient, à leur demande, la responsable RH pour réclamer l'embauche urgente de trois personnes en CDI et la possibilité de faire appel à des pigistes supplémentaires.

Enfin, le **service de pré-presse ayant été démantelé du jour au lendemain sans informations aux différentes rédactions, ni anticipation en matière de production**, les journalistes du service de secrétariat de rédaction et maquette des ASH ont adressé un courrier à la direction générale pour dénoncer les conditions inacceptables de travail dans lesquelles, privés de pré-presse, ils se sont retrouvés à « boucler » le magazine le 20 décembre.

A ce jour, **aucune des trois formes de sollicitation n'a reçu de réponse directe de la part de la direction générale**. Certes, l'éditeur délégué des ASH s'est fait l'écho de quelques décisions, changeantes : l'embauche de deux CDD « jusqu'à ce que la nouvelle formule du magazine soit lancée et que l'on puisse évaluer la main-d'œuvre nécessaire », puis, en remplacement de cette « solution », la possibilité de faire appel à des pigistes. Une « solution » ne permettant pas de répondre efficacement aux besoins d'une veille permanente des sujets et d'une production quotidienne. Il a aussi été question de l'embauche d'un secrétaire général de rédaction (dont la fonction et l'utilité-même n'ont jamais été explicitées) puis d'**un rédacteur en chef dont la venue a été annoncée au détour d'un mail le 28 décembre**. Initialement programmée le 8 janvier, sa présentation à la rédaction a été avancée. Ainsi, ce 3 janvier, il est **venu se présenter à la rédaction en grève et a tenté de négocier avec elle la reprise du travail**.

Les membres en grève de la rédaction lui ont indiqué qu'ils poursuivraient la grève jusqu'à ce que la direction s'engage à leur donner de réels moyens pour produire le journal et envisager, en parallèle, une refonte de la formule du magazine, en toute sérénité et sans y perdre la santé.

Au mi-temps du second jour de grève, **François Grandidier a fait annoncer sa venue le jeudi 4 janvier pour rencontrer les grévistes en matinée**.